

L'Europe se dérobe sur les minerais de sang

16 juin 2016 08:29

Vincent Georis

Depuis une vingtaine d'années, les "minerais de sang", utilisés par l'industrie de l'électronique, alimentent les conflits en Afrique. L'an dernier, le Parlement européen avait voté une proposition pour rendre obligatoire la transparence sur toute la chaîne de production. Les Etats européens ont réduit le texte à néant.

Fin mai 2015, le Parlement européen adoptait une proposition importante pour limiter le commerce des "minerais de sang", ces matériaux provenant des zones des conflits et utilisés par l'industrie de l'électronique. L'aile progressiste des élus, la gauche (S&D), une grande partie des Libéraux (ADLE) et des PPE, avaient réussi à imposer un texte plus dur que celui de la Commission européenne.

Toutes les entreprises produisant, important et transformant l'or, le tantale, le tungstène et l'étain seraient soumises à une obligation de transparence ("due diligence"). Tant les opérateurs en amont ("upstream"), comme les fonderies, les importateurs et les négociants, qu'en aval ("downstream"), c'est-à-dire l'industrie électronique, étaient tenus d'identifier leurs fournisseurs.

Le but était de couper l'herbe sous le pied des seigneurs de guerre qui entretiennent des conflits depuis une vingtaine d'années dans les zones d'extraction, surtout au Congo, pour s'approprier ces minerais.

Ce texte historique avait été, en grande partie, arraché de haute lutte, par les Belges Marie Arena (S&D) et Louis Michel (ADLE).

Mais ça, c'était il y a un an. Depuis lors, la "magie institutionnelle" européenne a dépecé la proposition, dont il ne reste plus rien.

Le texte, avant d'entrer en vigueur, devait être avalisé par un trilogue, un comité composé du Conseil européen (les États membres de l'UE), de la Commission et de parlementaires. Un organe peu transparent, dont l'existence n'est pas reconnue par les Traités.

Recalée

Dès l'entame des négociations, la proposition a été recalée par les États européens. Les plus virulents furent l'Italie, l'Autriche, l'Espagne, la Pologne et la Roumanie. *"C'était non sur toute la ligne"*, dit une source proche des négociateurs.

Les députés européens sont revenus devant le trilogue avec une proposition de compromis: limiter l'obligation d'information en aval aux entreprises de plus de cinq cents employés situées en aval.

Dans cette optique, l'industrie (par exemple, les producteurs de GSM) étaient tenus de faire vérifier l'origine de leurs minerais, mais plus les PME du secteur. Une concession offerte aux États. L'amont, les importateurs et les fonderies, restaient dans le régime obligatoire. *"Mais le Conseil européen a très mal accueilli cette proposition de compromis"*, dit cette source.

Face à l'impasse, la présidence néerlandaise de l'UE, à quelques semaines de passer le relais à la Slovaquie,

a voulu clôturer le dossier.

La ministre néerlandaise de l'Industrie, Marianne Ploumen, a convoqué une réunion hier soir pour proposer un compromis au Parlement européen.

Quel est-il? Sous la pression des États, l'obligation d'information a été limitée aux quelques entreprises en amont, c'est-à-dire les importateurs de minerais bruts, les fonderies, les raffineries. Une partie infime de la chaîne de production.

"La proposition du Parlement a été anéantie par le Conseil européen. Pire, Les États vont affaiblir les standards internationaux de l'OCDE", explique Santiago Fischer, expert auprès de l'ONG Justice et Paix.

"L'industrie de l'électronique européenne s'approvisionnera encore plus en composantes fabriquées en Chine". Les fonderies européennes, quant à elles, souffriront davantage de la concurrence de leurs rivaux.

Selon nos informations, les députés européens pourraient accepter le "deal", pour autant qu'on prévoit une évaluation de la situation dans quelques années. Sans quoi, le dossier reviendrait devant la Commission européenne... pour s'y éterniser. *"C'est ce soir qu'il faut décider, ça passe ou ça casse"*, dit un négociateur.

"Nous ne voulons pas que le dossier continue sous présidence slovaque, qui ne le considère pas comme prioritaire".

Source: L'Echo

Copyright L'Echo